

# IMMIGRES En d'autres temps le point de vue des communistes

Dans ce vieux pays impérialiste qu'est la France, le problème de l'immigration n'est pas nouveau. Le patronat, les monopoles français y ont massivement fait appel, puisant dans tel ou tel pays plus démunis, dans les périodes de « boum » économique. Et aux périodes de crise leur succédant, ils ont procédé aux expulsions d'immigrés, pris des mesures encore plus draconiennes à leur encontre pour mieux les écraser et peser encore plus sur les salaires et conditions de travail de tous.

Au début des années 30, la population immigrée totale approche les 3 millions, dont les 2/3 de travailleurs. La crise économique est la restructuration, chômage massif... et aussi violence politique anti-immigrée l'accompagnent.

Certes, l'essentiel de l'immigration provient alors d'autres pays d'Europe (l'impérialisme français écrase et opprime les peuples de ses colonies pour l'essentiel dans leurs propres pays); il est alors plus question de xénophobie que de racisme à l'égard de l'immigration; la situation est fort différente de celle d'aujourd'hui (ainsi par exemple la situation syndicale: une CGTU, minoritaire, dirigée par les communistes, a quitté la CGT et leur réunification interviendra quelque années plus tard.)

Mais xénophobie et racisme sont bien des maux de même nature; pour les immigrés, on parle aussi d'expulsions, de réglementations spéciales pour l'entrée comme pour le séjour (et l'on ne fait pas qu'en parler!)... Il y a bien des similitudes avec ce que nous connaissons aujourd'hui.

Dans cette situation de crise que grand patronat et gouvernement savent habilement exploiter, comment faire face au chômage, à l'attaque contre les salaires, les libertés?...

Les questions pour la classe ouvrière sont de même nature. Et dans le mouvement ouvrier, il y a plusieurs réponses. Pour ce qui concerne l'immigration: — aux inégalités aggravées, les communistes d'alors opposent la lutte pour l'égalité des droits, la suppression des contrats spéciaux, des mesures limitant les libertés des immigrés... au refoulement, aux réglementations aggravées à l'entrée du pays, ils veulent opposer la liberté complète des frontières; ils constatent l'alignement de la xénophobie et se reprochent de ne point faire assez contre elle...

— au contraire, d'autres (ceux que les communistes appellent les « chefs réformistes »), tout en se défendant d'être xénophobes, appuient les mesures de refoulement, de limitation rigoureuse et légale du nombre des immigrés. Certains ont entraîné les travailleurs dans des actions pour le licenciement d'immigrés.

A travers les textes dont nous publions des extraits ci-dessous, les communistes exprimaient, à notre avis, une authentique position de classe. Nous les citons, non pas, bien sûr, pour en préconiser aujourd'hui l'application mécanique, mais au titre de l'expérience historique de la classe ouvrière, parce que cela compte aussi pour fonder aujourd'hui un jugement, un point de vue de classe sur la question.

Gilles CARPENTIER

## La crise et les ouvriers immigrés

Extrait de la revue du Comité central du PCF « Les cahiers du bolchévisme » de juillet 1933 portant sur « 3 années de crise en France »

La main d'œuvre immigrée constitue à peu près 1/5e du prolétariat en France. Elle est occupée principalement dans les industries décisives de la France (mines, métallurgie, industrie chimique), dans la construction et dans l'agriculture. Dans certaines industries et dans certaines régions elle constitue l'élément décisif dans les entreprises (mines de charbon, de potasse, de fer, etc.).

Cette main d'œuvre a été recrutée dans les pays pauvres comme la Pologne, l'Italie, les pays balkaniques. (...)

La politique de la bourgeoisie française consistait à inférioriser les ouvriers immigrés par rapport aux ouvriers français, et à leur payer des salaires plus bas qu'aux ouvriers français. Ils sont embauchés le plus souvent comme manœuvres et pour les travaux les plus insalubres. Ils sont privés de tout droit de vote politique; pas de droit de vote même pour les élections des délégués mineurs quoiqu'ils constituent une fraction importante du prolétariat minier de la France. La question d'hygiène n'est même pas envisagée dans les baraques et les cantines patronales où ils logent.

(...) Survient la crise. Devant la bourgeoisie française se pose la question urgente: s'attaquer aux salaires des ouvriers, pour pouvoir mener la concurrence sur leurs dos. D'autre part, il s'agit aussi, tout en attaquant les salaires, d'empêcher les luttes prolétariennes. La bourgeoisie renforce donc ses manœuvres envers la M.O.I. Toute la presse: « la France aux Français », « le travail aux Français d'abord », etc. On menace les ouvriers im-

migrés du refoulement s'ils n'acceptent pas des diminutions. A l'ouvrier français on dit qu'on embauchera un immigré à sa place s'il s'oppose à la diminution. Ainsi, par exemple, Renault licencie un jour 4 000 ouvriers étrangers et français. (...) Le lendemain, on embauche les mêmes ouvriers avec un salaire inférieur; chacun accepte: les Français craignant la concurrence des immigrés et vice versa.

(...) Dans cette période on remarque une aggravation considérable des antagonismes entre les ouvriers français et étrangers. On voit même les groupes d'ouvriers (...) envahir des chantiers pour demander le licenciement des immigrés.

(...) La politique du P.C. et de la C.G.T.U. est de lutter contre toutes les attaques de la bourgeoisie contre la main d'œuvre immigrée, d'entraîner ces exploités à la lutte commune avec le prolétariat français contre toutes les attaques du capital et pour les droits des ouvriers immigrés égaux à ceux des ouvriers français.

(...) Or, si la politique du P.C. envers la M.O.I. est juste, il faut dire que dans l'exécution de cette politique nous avons beaucoup de faiblesses.

Notre parti n'est pas encore parvenu à se mettre à la tête de la lutte contre la xénophobie qui déplace sur une fausse route l'attention du prolétariat français.

(...) C'est en détruisant la xénophobie et en gagnant les ouvriers immigrés à la lutte commune contre toutes les attaques du capital que nous briserons les plans de la bourgeoisie française et préparerons l'issue prolétarienne de la crise.

## « Libre droit de rentrer ou de sortir aux frontières »

Extrait d'un document de 1933 de la CGTU sur la question de l'immigration, et présenté sous la forme d'un dialogue entre un ouvrier influencé par les chefs réformistes et un militant de la CGTU

La solution du refoulement, de même que la réglementation de l'emploi de la M.O.I. (Main d'œuvre immigrée) en France ne fait que créer l'antagonisme entre ouvriers français et immigrés et contribue à dissocier l'unité de lutte entre les travailleurs. (...) Les responsables de la concurrence établie entre ouvriers français et immigrés ce n'est pas la M.O.I. mais bien le patronat, la bourgeoisie, tout le système capitaliste.

— Mais quelle est alors la solution que vous préconisez, vous, les unitaires? (la CGTU - NDLR)

— La seule solution juste, c'est la lutte contre le patronat pour empêcher que la M.O.I. puisse constituer dans ses mains une masse de manœuvre contre les conditions de vie et de travail de tous les travailleurs. (...) Pour arriver à ce résultat, les travailleurs de ce pays doivent lutter pour faire en sorte que les ouvriers immigrés soient sur le même pied d'égalité que les Français. Quand le travailleur immigré pourra s'embaucher librement, discuter directement avec le patron et en pleine connaissance de cause, des conditions de travail et de salaire, qu'il ne sera plus lié par un contrat qu'il signe dans l'ignorance ou par la contrainte et qui le réduit en esclavage, alors à ce moment, le patronat ne pourra plus continuer à faire venir de l'étranger de la main d'œuvre sans devoir la payer aux mêmes conditions que la main d'œuvre française.

(...) Au mot d'ordre capitaliste et réformiste du refoulement et de la réglementation de l'em-

ploi de la M.O.I., nous devons lutter pour imposer pour les immigrés le libre droit de rentrer et de sortir aux frontières. Le seul moyen de permettre aux courants migratoires de ne pas concurrencer la main d'œuvre française, c'est d'abolir toutes les conditions draconiennes imposées aux travailleurs immigrés, tant à l'entrée qu'à la sortie des frontières, c'est de lutter aussi pour la suppression du système de la carte d'identité, pour le droit au travail pour tous les immigrés.

— Oui, mais si les frontières étaient libres, alors c'est un plus grand nombre de travailleurs immigrés qui rentreraient en France, et cela ne serait pas fait pour diminuer le chômage.

— Non. Si l'ouvrier immigré pouvait entrer librement en France, délié de tout contrat, s'embaucher librement comme toi, si les mesures de contrôle policier sur lui étaient abolies, il est certain que l'ouvrier immigré n'accepterait pas, comme cela arrive souvent présentement, de se faire le concurrent déloyal de l'ouvrier français. Que les frontières lui soient largement ouvertes à l'entrée comme à la sortie et de lui-même il s'évadera d'une situation anormale et ne sera plus aux mains des capitalistes l'instrument qu'il est actuellement. Cela suppose aussi l'existence de syndicats unitaires capables d'empêcher le patronat de se servir de la M.O.I. comme il le fait actuellement. Toi qui es chômeur, si les frontières étaient libres, t'en irais-tu dans un autre pays actuellement?